

Contenu

Démographie des entreprises
et emploi 2

Variations nettes de l'emploi ... 2

Les nouvelles entreprises
créent-elles de l'emploi et où
les entreprises survivantes
augmentent-elles l'emploi?..... 4

Survie et échec:
l'impact sur l'emploi 5

Analyse par classe de taille 6



Démographie des entreprises: l'impact sur l'emploi

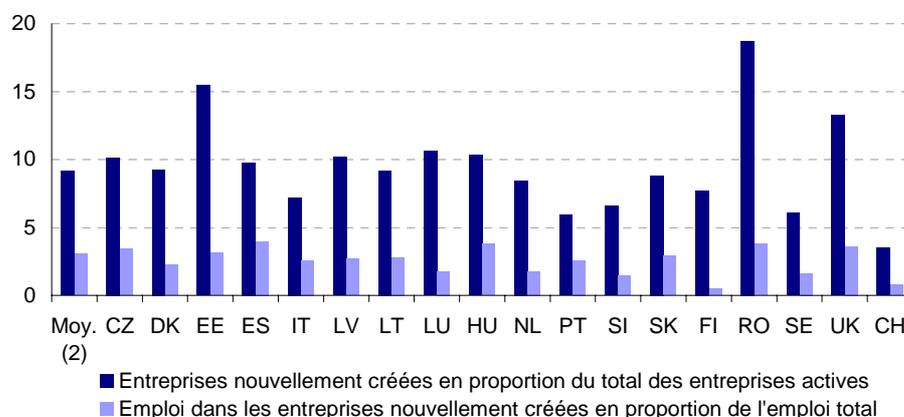
La création de nouvelles entreprises et la fermeture d'entreprises non productives peuvent être considérées comme des facteurs importants du dynamisme de l'économie. Cette publication se concentre sur un grand domaine d'intérêt de la démographie des entreprises, à savoir l'impact sur l'emploi. L'accent est mis sur les répercussions des événements démographiques en termes absolus et relatifs sur la situation de l'emploi.

La présente publication est la seconde des deux publications consacrées à la démographie des entreprises diffusées dans une période de temps très courte: l'autre publication (n° 48/2007) s'attachant à analyser la population d'entreprises ainsi que les taux de création, de survie et de disparition d'entreprises.

En 2003, dans l'économie marchande (sections C à K de la NACE, à l'exclusion de la classe 74.15):

- environ 2,2 millions d'emplois dans les entreprises nouvellement créées ont été générés dans 16 États membres¹, et 20 900 emplois en Suisse;
- les entreprises nouvellement créées représentent près de 9 % du nombre total d'entreprises actives alors qu'elles ne comptent que pour 3 % de l'emploi total;
- les entreprises nouvellement créées ayant moins de 5 salariés affichent la plus forte proportion d'emplois générés par l'ensemble des entreprises nouvellement créées – c'est aussi dans cette classe de taille que la part de pertes d'emploi du fait de la disparition d'entreprises est la plus élevée;
- les activités industrielles ont enregistré de faibles niveaux de variation de l'emploi résultant de créations et de disparitions d'entreprises alors que l'immobilier, la location et les services aux entreprises ainsi que le commerce et la construction affichent des niveaux bien supérieurs.

Graphique 1: Impact des créations d'entreprise sur le stock d'entreprises et l'emploi, économie marchande, 2003 (%) (1)



(1) Danemark, 2001; Portugal, 2002.

(2) Moyenne sur la base des données pour la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

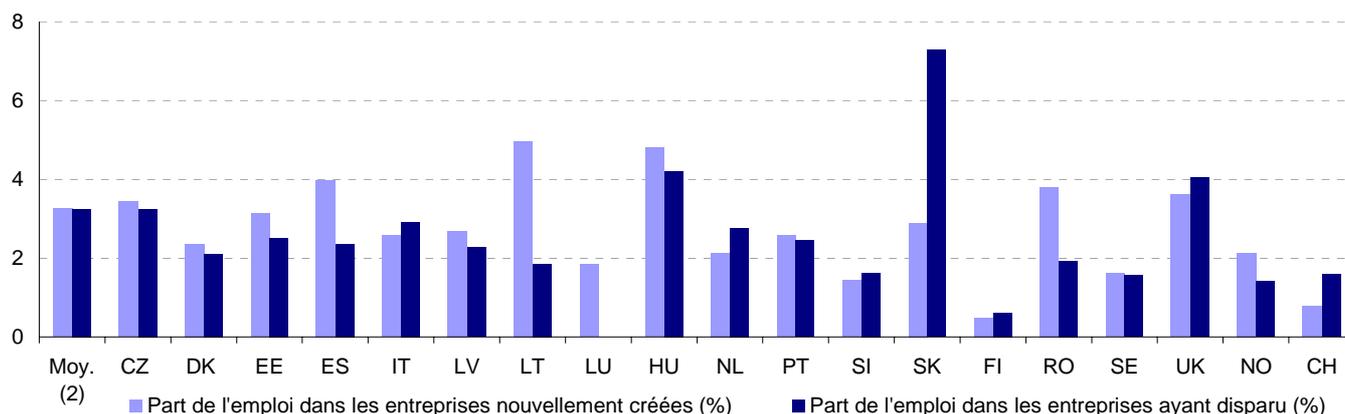
¹ République tchèque, Estonie, Espagne, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Finlande, Suède et Royaume-Uni; Danemark, 2001.

Démographie des entreprises et emploi

Parmi les États membres, les entreprises nouvellement créées ont généré environ 3 % de l'emploi total dans les entreprises actives de l'économie marchande en 2003 et jusqu'à 5,0 % en Lituanie (2002). L'emploi résultant de la création d'entreprises a généralement compensé les pertes liées aux disparitions d'entreprises au cours de la même année, mais ce n'était pas le cas en Italie,

aux Pays-Bas (2002), en Slovénie (2002), en Finlande (2002) et au Royaume-Uni. En Slovaquie les pertes d'emplois résultant de la disparition d'entreprises dépassent largement les gains résultant de la création de nouvelles entreprises – voir graphique 2.

Graphique 2: Part de l'emploi résultant des créations et disparitions d'entreprises dans l'emploi total, économie marchande, 2003 (%) (1)



(1) Les statistiques des disparitions d'entreprises pour 2003 sont provisoires. République tchèque, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Slovénie et Finlande, 2002; Danemark et Norvège, 2000.

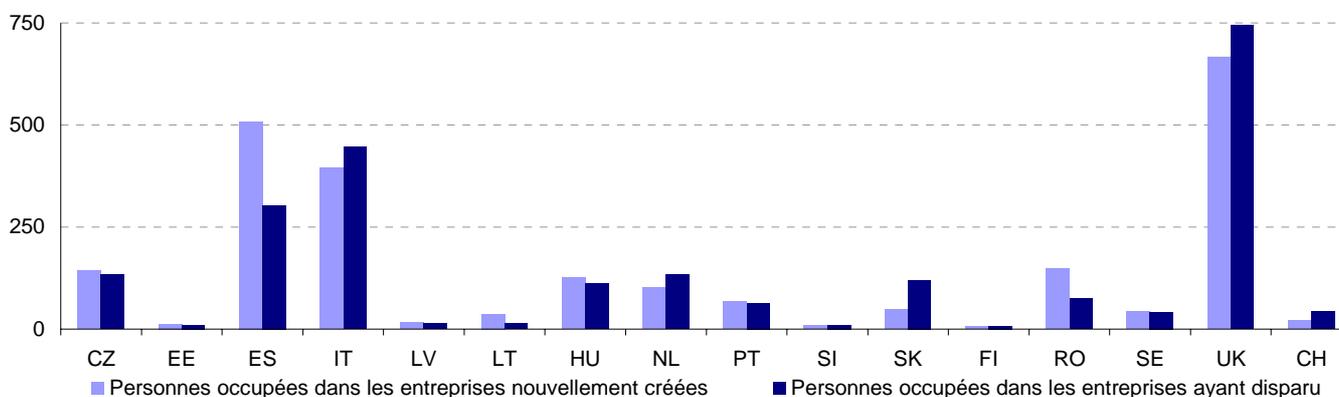
(2) Moyenne sur la base des données pour l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni.

Variations nettes de l'emploi

Deux indicateurs simples permettent de mesurer le dynamisme de l'emploi: le nombre de personnes occupées d'une part dans les entreprises nouvellement créées et d'autre part dans les entreprises qui ont disparu la même année. Ces indicateurs sont présentés au graphique 3 pour l'année 2003. Il n'est pas surprenant de constater que parmi les États membres, les emplois créés et perdus du fait d'événements démographiques sont plus nombreux dans les grandes économies, à savoir le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

Toutefois, si on observe le ratio d'emplois générés par les entreprises nouvellement créées par rapport aux emplois perdus du fait de la disparition d'entreprises, les trois pays baltes se détachent avec des ratios compris entre 1,2 et 2,7 en 2003 (Lituanie, 2002). Ce ratio était également élevé en Espagne (1,7) et en Roumanie (2,0) en 2003.

Graphique 3: Gains/pertes d'emplois résultant des créations et des disparitions d'entreprises, économie marchande, 2003 (en milliers) (1)

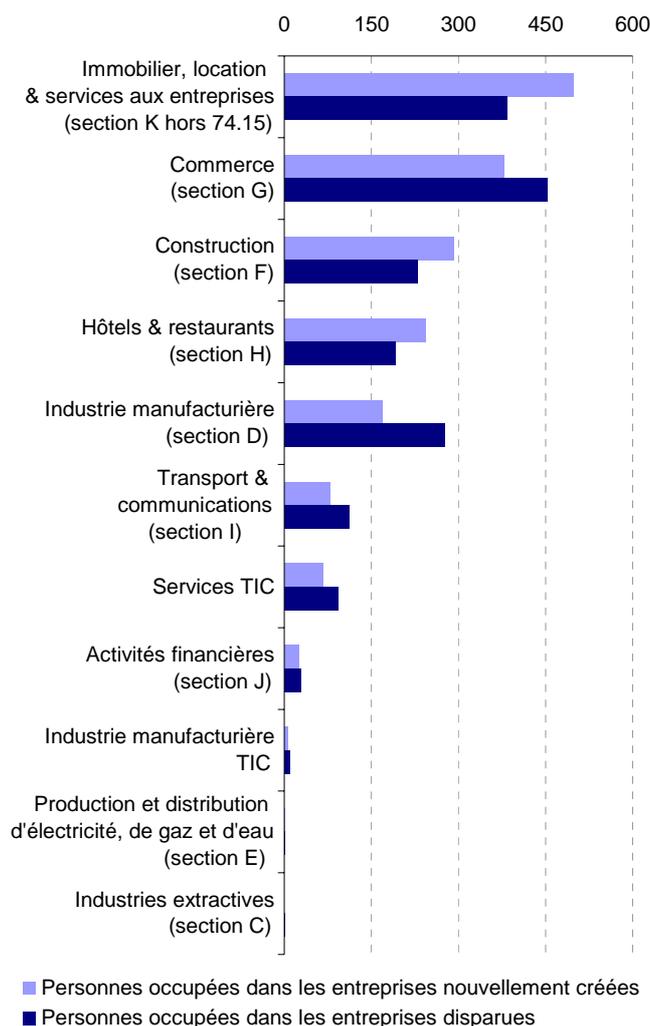


(1) Les statistiques sur les disparitions d'entreprises pour 2003 sont provisoires. République tchèque, Lituanie, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Slovénie et Finlande, 2002.

Sur la base d'une analyse par branche d'activité, les taux de création d'entreprises tendent à être faibles dans l'industrie et notamment l'industrie manufacturière et les industries extractives, ce qui s'explique essentiellement par les coûts de démarrage plus élevés que dans la plupart des activités de service. En termes de création d'emplois, les services tendent à être plus dynamiques, par exemple dans l'immobilier, la location et les services aux entreprises, le commerce, les hôtels et restaurants, et cela se vérifie également dans la construction. Le graphique 4 indique le niveau de création et de perte d'emplois du fait d'événements démographiques pour chaque section de la NACE ainsi que pour deux agrégats TIC (industrie manufacturière et services - voir note méthodologique pour les définitions); ces chiffres sont présentés pour un groupe de pays disponibles. La construction, l'immobilier, la location et les services aux entreprises ainsi que les hôtels et restaurants ont également enregistré les ratios les plus élevés entre les emplois créés par les nouvelles entreprises et ceux perdus à cause des disparitions d'entreprises. Toutes les activités des autres sections NACE, y compris l'industrie manufacturière et les services dans les TIC ont perdu plus d'emplois qu'ils n'en ont gagné en 2003.

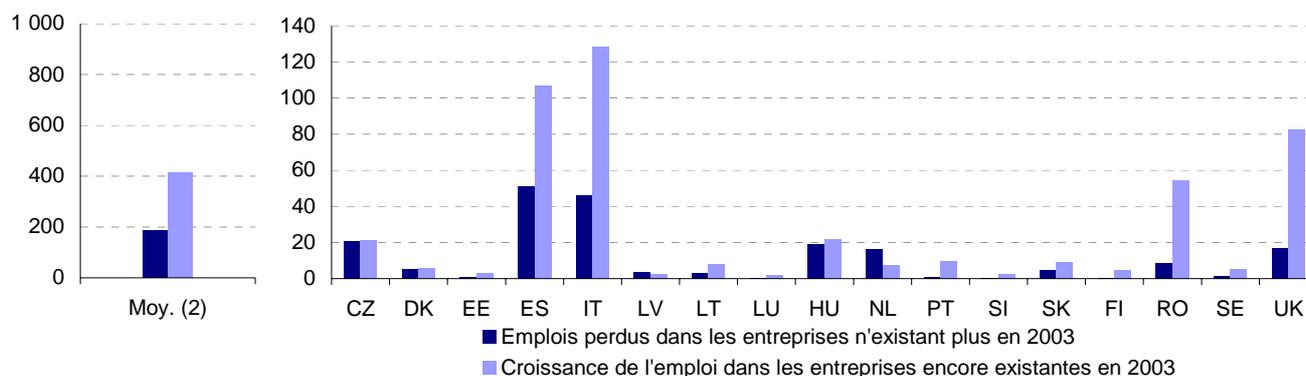
Parmi les 15 États membres pour lesquels des données de 2002 sont disponibles (voir graphique 5), on recense au total 2,15 millions d'emplois générés par les nouvelles entreprises de l'économie marchande. L'année suivante en 2003, la même cohorte d'entreprises nées en 2002 occupait 2,37 millions de personnes. Toutefois, parmi les entreprises ayant survécu en 2003, le nombre initial de personnes occupées en 2002 était de 1,96 million, ce qui représente environ 414 100 emplois créés par les entreprises existant encore en 2003. Il y a également eu une perte approximative de 184 500 emplois dans les entreprises nées en 2002 et n'ayant pas survécu jusqu'en 2003. Parmi les États membres, le ratio de gain d'emplois dans les entreprises ayant survécu par rapport aux pertes d'emplois dans les entreprises ayant disparu était particulièrement élevé en Finlande et au Portugal, mais aussi en Slovénie, au Royaume-Uni, en Suède et en Estonie.

Graphique 4: Variation de l'emploi résultant des créations et des disparitions d'entreprises, 2003 (en milliers) (1)



(1) Les statistiques sur les disparitions d'entreprises pour 2003 sont provisoires. Moyenne sur la base des données pour l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni.

Graphique 5: Variation de l'emploi parmi les entreprises nées en 2002, économie marchande (en milliers) (1)



(1) Danemark, 2001.

(2) Moyenne sur la base des données pour la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

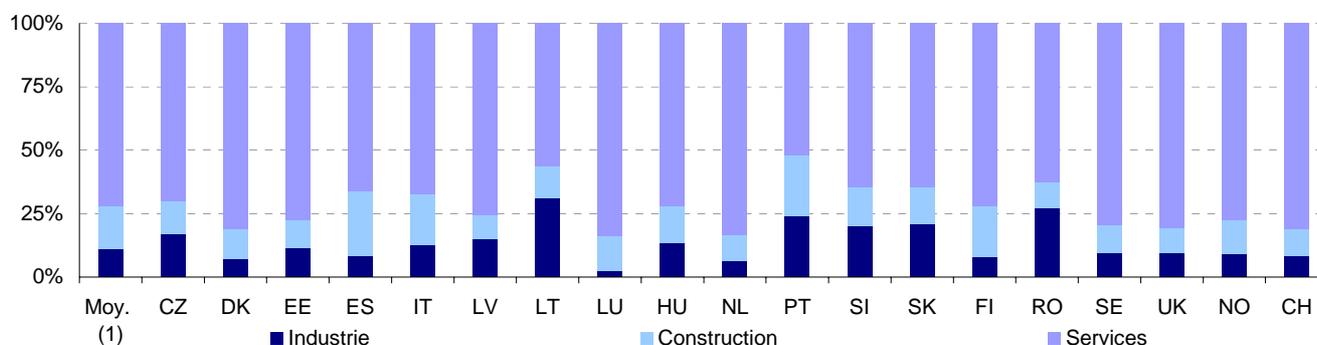
Les nouvelles entreprises créent-elles de l'emploi et où les entreprises survivantes augmentent-elles l'emploi?

Le graphique 6 montre qu'en 2003 parmi les emplois créés dans les nouvelles entreprises cette année-là, environ 72 % appartiennent au secteur des services et 17 % à la construction. Les nouvelles entreprises industrielles ont généré un cinquième ou plus des emplois créés dans les nouvelles entreprises en Lituanie, au Portugal, en Slovaquie et en Slovénie, ainsi qu'en Roumanie. La contribution des activités TIC à la croissance de l'emploi était relativement faible puisqu'elles n'ont généré qu'un peu plus de 4 % du total de l'emploi créé dans les nouvelles entreprises de l'économie marchande².

Au graphique 7, si on considère l'emploi en 2003 dans les entreprises créées en 1998, les entreprises ayant commencé avec un petit effectif (avec moins de 10 salariés) ont augmenté leur emploi davantage que les grandes, en pourcentage. Dans un même ordre d'idée, les nouvelles entreprises dans les branches d'activité production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, services TIC, industries extractives et immobilier, location et services aux entreprises ont enregistré globalement une plus forte croissance de l'emploi au cours de cette période – voir graphique 8.

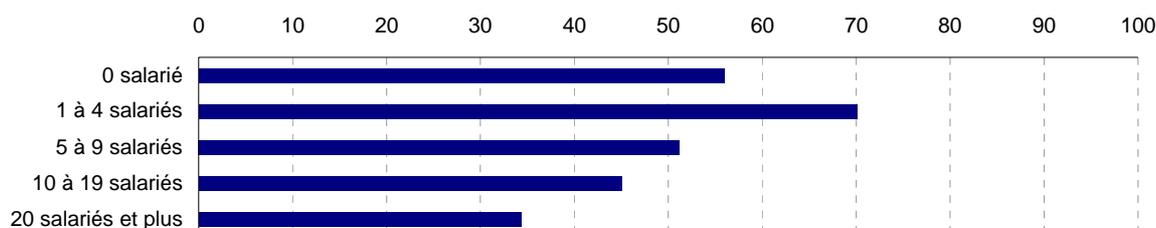
² Moyenne sur la base des données pour la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Graphique 6: Nombre de personnes occupées dans les nouvelles entreprises, ventilation par secteur, 2003



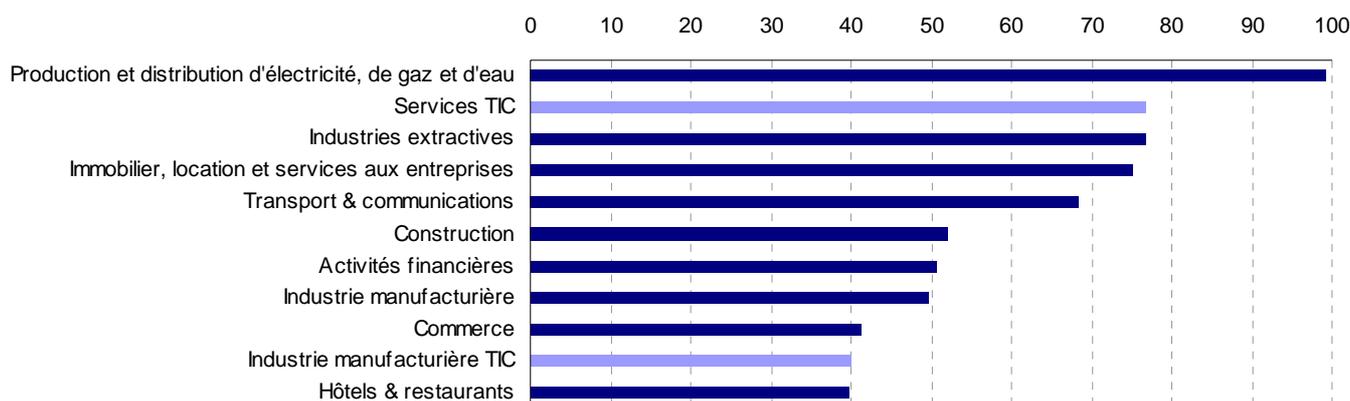
(1) Moyenne sur la base des données pour la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Graphique 7: Entreprises nées en 1998 et ayant survécu en 2003 – croissance de l'emploi total, par classe de taille de l'entreprise pour l'année de création, économie marchande (%) (1)



(1) Moyenne sur la base des données pour l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Graphique 8: Entreprises nées en 1998 et ayant survécu en 2003 – croissance de l'emploi total, par activité (%) (1)



(1) Moyenne sur la base des données pour l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Survie et échec: l'impact sur l'emploi

Le tableau 1 indique les niveaux d'emploi et de croissance des entreprises encore existantes parmi la cohorte d'entreprises nées en 1998. À noter qu'il inclut uniquement les variations de l'emploi parmi les entreprises nées en 1998; les autres entreprises actives ne sont pas prises en compte.

Le premier bloc de données au tableau 1 montre l'emploi total, pour chaque année de référence, dans les entreprises nées en 1998: la variation des niveaux de l'emploi d'une année à l'autre reflète les pertes d'emploi dans les entreprises n'ayant pas survécu l'année suivante, ainsi que la variation de l'emploi (augmentation ou diminution) parmi les entreprises survivantes. Dans plusieurs pays, on constate une augmentation initiale des niveaux de l'emploi étant donné que la croissance nette de l'emploi parmi les entreprises ayant survécu est supérieure aux pertes d'emploi dans les entreprises ayant disparu. Dans la plupart des pays cependant, après cette augmentation sur un ou deux ans, le niveau global de l'emploi parmi la cohorte d'entreprises nées en 1998 s'est stabilisé ou a diminué, la variation nette de l'emploi parmi les entreprises survivantes étant inférieure aux pertes d'emploi dans les entreprises n'ayant pas survécu. Cette situation est clairement illustrée par l'Espagne où l'emploi a augmenté de façon importante la première année, dans des proportions moindres la seconde pour passer ensuite les années suivantes en dessous du niveau d'emploi initial de l'ensemble de la cohorte.

Une mesure différente est indiquée dans le second bloc de données, à savoir le nombre initial de personnes occupées (autrement dit, l'emploi en 1998) des entreprises ayant survécu l'année de référence spécifiée. Par exemple, au Danemark, les entreprises nées en 1998 et encore existantes en 2001 occupaient

18 200 personnes l'année de leur création. Une comparaison de cette valeur avec le premier bloc de données montre que ces mêmes entreprises qui ont survécu occupent 25 100 personnes en 2001. Dans ce second bloc de données, si on observe la diminution de la valeur d'une année à l'autre, on peut également voir clairement combien d'emplois ont été créés en 1998 dans les entreprises qui n'ont pas survécu. Par exemple, au Danemark, le niveau d'emploi initial (1998) des entreprises survivantes est passé de 21 400 en 2000 à 18 200 en 2001. Autrement dit, 3 200 emplois ont été créés en 1998 par des entreprises ayant survécu en 2000 mais disparues en 2001.

Les troisième et quatrième blocs de données du tableau 1 montrent la variation de l'emploi dans les entreprises survivantes en termes absolus et en pourcentage. Ainsi, pour l'agrégat indiqué au tableau 1, on note une progression de 16,8 % du nombre de personnes occupées dans les entreprises nées en 1998 ayant survécu à leur première année de fonctionnement. Les entreprises ayant survécu jusqu'à leur cinquième année de fonctionnement (2003) ont augmenté globalement leur emploi de 54,5 %, ce qui correspond à une augmentation de près de 542 400 emplois.

La présente publication se concentre sur l'emploi, mais les créations d'entreprises ont également un impact économique du point de vue de leur production. En outre, les nouvelles entreprises peuvent également être plus ou moins performantes que les entreprises déjà existantes ou les entreprises qui disparaissent. Les données sur la démographie des entreprises fournissent également des informations sur le chiffre d'affaires généré par les entreprises nouvellement créées.

Tableau 1: Nombre de personnes occupées dans les entreprises nées en 1998 et dans les entreprises ayant survécu, économie marchande

	Moy. (1)	BE	DK	ES	IT	LU	PT	FI	SE	UK	NO
Entreprises nées en 1998: l'emploi dans les entreprises survivantes, pour chaque année (en milliers)											
à la création, en 1998	:	48,0	31,7	519,5	568,6	4,7	134,0	10,0	:	655,0	40,8
ayant survécu en 1999	1 880,5	:	31,7	537,6	583,3	5,8	133,1	13,0	43,0	703,6	46,0
ayant survécu en 2000	1 823,4	:	27,7	539,2	565,7	6,3	126,2	14,4	45,7	658,3	43,0
ayant survécu en 2001	1 726,0	:	25,1	509,7	542,1	6,6	:	14,1	43,9	616,1	76,3
ayant survécu en 2002	1 604,9	:	:	458,6	518,3	6,3	:	13,2	39,9	574,9	:
ayant survécu en 2003	1 538,1	:	:	434,5	518,6	6,7	:	10,3	36,9	537,8	:
Entreprises nées en 1998: l'emploi initial en 1998 dans les entreprises survivantes, pour chaque année (en milliers)											
ayant survécu en 1999	1 610,7	:	26,5	449,5	485,4	4,4	128,8	9,3	38,7	627,8	36,8
ayant survécu en 2000	1 399,3	:	21,4	391,7	424,4	3,8	111,0	8,3	34,8	540,1	32,9
ayant survécu en 2001	1 229,2	:	18,2	353,7	376,9	3,4	:	7,5	30,6	460,5	30,7
ayant survécu en 2002	1 093,7	:	:	322,2	337,2	:	:	6,6	27,1	400,6	:
ayant survécu en 2003	995,7	:	:	302,1	305,0	3,0	:	6,0	24,3	358,2	:
Entreprises nées en 1998: variation de l'emploi total dans les entreprises survivantes, pour chaque année (en milliers)											
ayant survécu en 1999	269,8	:	5,2	88,1	98,0	1,4	4,3	3,6	4,4	75,8	9,2
ayant survécu en 2000	424,0	:	6,3	147,6	141,3	2,5	15,2	6,0	10,9	118,2	10,1
ayant survécu en 2001	496,7	:	6,9	156,0	165,1	3,2	:	6,7	13,3	155,6	45,7
ayant survécu en 2002	511,2	:	:	136,5	181,1	6,3	:	6,5	12,8	174,3	:
ayant survécu en 2003	542,4	:	:	132,5	213,5	3,7	:	4,3	12,6	179,6	:
Entreprises nées en 1998: variation de l'emploi total dans les entreprises survivantes, pour chaque année (%)											
ayant survécu en 1999	16,8	:	19,6	19,6	20,2	31,6	3,3	38,7	11,3	12,1	25,1
ayant survécu en 2000	30,3	:	29,4	37,7	33,3	64,8	13,7	72,0	31,5	21,9	30,6
ayant survécu en 2001	40,4	:	38,2	44,1	43,8	94,8	:	89,7	43,4	33,8	148,9
ayant survécu en 2002	46,7	:	:	42,4	53,7	:	:	98,4	47,3	43,5	:
ayant survécu en 2003	54,5	:	:	43,8	70,0	123,3	:	71,1	51,7	50,1	:

(1) Moyennes sur la base des données pour l'Espagne, l'Italie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Analyse par classe de taille

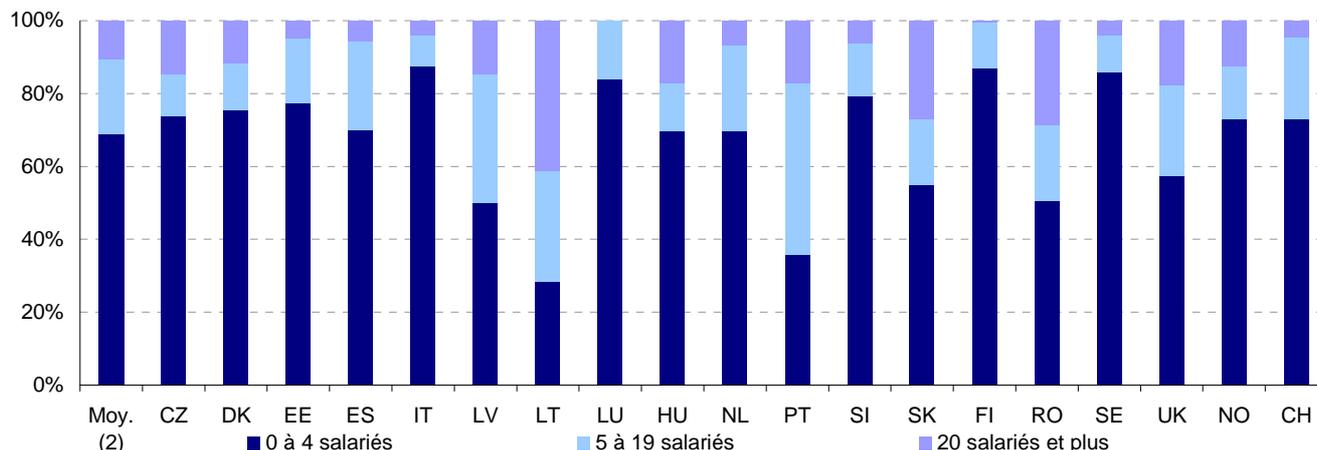
L'analyse de l'emploi par classe de taille dans les entreprises nées ou disparues en 2003 fait apparaître des écarts considérables entre les États membres. L'Italie, caractérisée par une relative dépendance vis-à-vis des PME, avait une forte proportion d'emploi dans les nouvelles entreprises de la classe de taille de 0 à 4 salariés (87,7 %) en 2003. Cette classe de taille a également représenté une plus grande proportion de pertes d'emploi liées aux disparitions d'entreprises (86,4 %) en Italie que dans les autres pays. Dans la grande majorité des pays, les emplois créés dans les nouvelles entreprises étaient plus nombreux que les emplois perdus dans les entreprises disparues dans cette classe de taille. Pour les entreprises de 5 à 19 salariés, cette situation est moins nette et pour les grandes entreprises (20 salariés ou plus), l'impact des disparitions a été plus important que l'impact des créations.

En effet, le résultat net de la disparition d'une grande entreprise peut avoir un effet net plus important sur l'emploi que la disparition de plusieurs centaines de petites entreprises.

Il est normal que la plupart des entreprises démarrent très petit et soit disparaissent, soit grandissent les années suivantes. L'une des raisons expliquant pourquoi les entreprises démarrent petit est que la grande majorité des nouvelles entreprises sont soumises à des limites financières.

Enfin, l'arrivée de nouvelles entreprises ne doit pas être considérée exclusivement en termes de succès ou d'échec. Les nouvelles entreprises (même celles qui échouent) peuvent conduire à une augmentation de la performance et de la productivité des entreprises existantes.

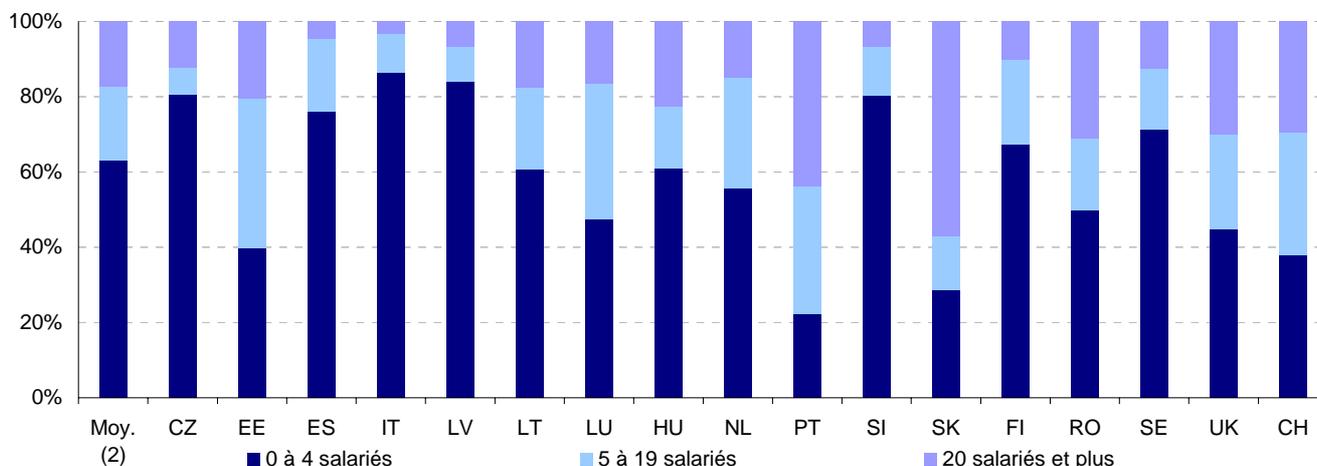
Graphique 9: Nombre de personnes occupées dans les entreprises nouvellement créées, économie marchande, par classe de taille, 2003 (1)



(1) République tchèque, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Finlande, 2002; Danemark et Norvège, 2001.

(2) Moyenne sur la base des données pour l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni.

Graphique 10: Nombre de personnes occupées dans les entreprises n'ayant pas survécu, économie marchande, par classe de taille, 2003 (1)



(1) Les statistiques des disparitions d'entreprises pour 2003 sont provisoires. République tchèque, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Finlande, 2002.

(2) Moyenne sur la base des données pour l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni.

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR - NOTES METHODOLOGIQUES

Base juridique

À l'heure actuelle, les données sur la démographie des entreprises sont communiquées à Eurostat sur une base volontaire. Une refonte du règlement sur les statistiques structurelles sur les entreprises modifiant et consolidant le règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1997 a été proposée par la Commission européenne. Il inclut une nouvelle annexe qui fournit une base juridique complète aux statistiques sur la démographie des entreprises.

Source des données

Les répertoires statistiques d'entreprises tenus par les instituts nationaux de statistique constituent la principale source de données pour cette action de développement. Leur utilisation permet d'identifier des événements démographiques au niveau de chaque unité individuelle.

Couverture géographique

Les tableaux et graphiques contenus dans cette publication montrent une couverture géographique variable. La disponibilité des données par pays dépend de l'année durant laquelle ils ont rejoint la collecte de données harmonisées, la disponibilité des données sur la survie lors des années précédentes et la continuité dans la participation de la collecte de données.

Définitions

Dans le contexte de la démographie des entreprises, une entreprise active est définie comme une entreprise ayant soit un chiffre d'affaires, soit des salariés, au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier au 31 décembre d'une année donnée. Cette définition complète le concept visé dans le glossaire des répertoires d'entreprises.

Une **création** d'entreprise correspond à la création d'une combinaison de facteurs de production avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est en fait impliquée. Les créations n'incluent pas les entrées survenues dans la population à la suite de fusions, de dissolutions, de scissions ou de restructurations au sein d'un ensemble d'entreprises. De même, ne sont pas comprises les entrées survenues dans une sous-population qui ne résultent que d'un changement d'activité. Une création se produit quand une entreprise démarre de zéro et débute effectivement une activité. Une création d'entreprise peut être considérée comme une création d'entreprise si de nouveaux facteurs de production, notamment de nouveaux emplois, sont créés. Si une unité «dormante» est réactivée dans un délai de deux ans, cet événement n'est pas considéré comme une création.

Une **disparition** d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est en fait impliquée. Les disparitions n'incluent pas les sorties de la population à la suite de fusions, d'absorptions, de dissolutions ou de restructurations au sein d'un ensemble d'entreprises. Ne sont pas comprises les sorties d'une sous-population qui ne résultent que d'un changement d'activité. Une entreprise est incluse dans le nombre des disparitions seulement si elle n'est pas réactivée dans un délai de deux ans.

Dans le contexte de la démographie des entreprises, on parle de **survie** lorsqu'une entreprise est active en termes d'emploi et/ou de chiffre d'affaires l'année de création et les années suivantes. Deux types de survie peuvent être distingués: 1) une entreprise créée l'année t est considérée avoir survécu l'année t+1 si elle est active à un moment quelconque de l'année t+1 (= survie sans modification); 2) une entreprise est également considérée comme survivante si l'unité légale liée a cessé d'être active, mais que l'activité a été reprise par une nouvelle unité légale créée spécifiquement dans le but de reprendre les facteurs de production de cette entreprise (= survie par absorption).

Le **nombre de personnes occupées** se définit comme le nombre total de personnes travaillant dans l'unité considérée (y compris les propriétaires exploitants, les associés exerçant une activité régulière dans l'unité en question et les aides familiaux non rémunérés) et de personnes travaillant à l'extérieur de l'unité tout en faisant partie de celle-ci et en étant rémunérées par elle (c'est par exemple le cas des représentants de commerce, des livreurs ou des équipes de réparation et d'entretien).

Le **nombre de salariés** se définit comme le nombre de personnes qui travaillent pour un employeur et qui ont un contrat de travail. Les classes de taille des entreprises dans la démographie d'entreprises se définissent en fonction du nombre de salariés l'année de création. Même si en réalité les entreprises nouvellement créées augmentent en taille, elles restent assignées à leur classe de taille initiale dans cette collection de données.

Les indicateurs de l'emploi pour le Danemark, les Pays-Bas et la Finlande sont indiqués en équivalents plein temps (EPT) et peuvent donc afficher des valeurs inférieures aux données correspondantes pour les autres États membres, notamment pour les activités caractérisées par une forte proportion de temps partiel.

Unité statistique

L'unité statistique de ce projet sur la démographie des entreprises est l'entreprise. Elle est définie dans le règlement relatif aux unités statistiques (règlement (CEE) n° 696/93 du Conseil, du 15 mars 1993) comme la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

Activités économiques - NACE

La NACE est une nomenclature hiérarchique des activités économiques. Les indicateurs relatifs à la démographie des entreprises ont été établis, dans ce projet, pour les activités relevant des sections C à K et M à O de la NACE rév. 1, à l'exclusion de la classe 74.15. Les sections C à K de la NACE correspondent à l'industrie et aux services marchands, les sections C à E à l'industrie, la section F à la construction et les sections G à K aux services. Aucune donnée n'est collectée concernant l'administration d'entreprises (classe 74.15 de la NACE), qui est exclue de tous les agrégats supérieurs (groupe 74.1, division 74, section K, services et total de l'industrie et des services marchands). La NACE rév. 1.1 est utilisée à partir de l'année de référence 2003.

Section C: industries extractives

Section D: industrie manufacturière

Section E: production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau

Section F: construction

Section G: commerce

Section H: hôtels et restaurants

Section I: transports et communications

Section J: activités financières

Section K (hors 74.15): immobilier, location et services aux entreprises

Industrie manufacturière TIC: divisions 30 and 32 et groupes 31.3, 33.2 et 33.3

Services TIC: vente de gros TIC, consultance TIC et groupe 64.2

Vente de gros TIC: classes 51.43, 51.64 et 51.65

Consultance TIC: classe 71.33 et division 72

Couverture des unités

Aucun seuil relatif à la taille des unités n'a été établi dans le cadre de ce projet. La couverture est généralement excellente même si certaines disparités entre les sources administratives nationales affectent la couverture des unités les plus petites (0 salarié). Dans de nombreux pays, les registres TVA sont l'une des principales sources pour la gestion du répertoire statistique des entreprises et les seuils pour l'enregistrement de la TVA peuvent avoir un impact sur la couverture des données sur la démographie des entreprises. Le seuil de TVA en Estonie est d'environ 16 000 euros. Jusqu'en 2002, la couverture des entreprises individuelles se limite aux entreprises ayant au moins 20 salariés. En Lettonie, les personnes physiques réalisant des activités économiques sur la base de licences et de brevets ainsi que les agriculteurs sont inclus uniquement à partir de 2002 pour les populations d'entreprises actives et de créations d'entreprises. Le taux de création exceptionnellement élevé en 2002 en Lettonie est dû à la première inclusion de ces personnes physiques. En Lituanie, les données de TVA ont été utilisées pour 2002 uniquement lorsque les données sur le chiffre d'affaires n'étaient pas disponibles à partir d'autres sources statistiques. Toutefois, seules les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 28 985 euros sont assujetties à la TVA. Au Portugal, le seuil TVA, pour toutes les années de référence, est 9 976 euros. Les entreprises individuelles ne sont plus couvertes au Portugal depuis 2001. Le seuil relativement élevé pour la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au Royaume-Uni explique peut-être certaines de ces disparités, bien que dans ce pays, de même que dans quelques autres, l'impact du seuil de la TVA soit réduit par l'enregistrement volontaire et le recours à des sources additionnelles.

Données non disponibles

Les deux-points (:) sont utilisés pour représenter les données non disponibles ou confidentielles.

« Moy »: moyenne sur la base des données nationales disponibles.

Pour en savoir plus :

Données : [Site Web EUROSTAT/Page d'accueil/Industrie, commerce et services/Données](#)

Industrie, commerce et services

-  **Industrie, commerce et services - vue horizontale**
-  **Thèmes spéciaux de Statistiques Structurelles d'Entreprises**
-  **Démographie des entreprises**

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408
Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui:
<http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>
E-mail: info-info-opoce@ec.europa.eu
